

En définitive, le livre de Madame Bahu-Leyser amène surtout à se poser la question : mais où étaient les vrais européens ? Les Français se sont adaptés, je serais presque tentés d'écrire : résignés, à l'idée européenne. Ils y voient quelques avantages pratiques, souvent un marché plus étendu, parfois des menaces, mais toujours en fonction d'intérêts particuliers. Ils vivent « avec » l'Europe et non « dans » l'Europe, encore moins « pour » l'Europe.

Faut-il s'en étonner, s'en plaindre, s'en inquiéter ? Pas outre mesure, si l'on veut bien admettre que la plupart des nations, y comprise la française, se sont faites progressivement à partir d'une idée ou d'une volonté commune et que le sentiment national n'est pas inné, mais acquis, plus ou moins profondément d'ailleurs. La nation européenne doit suivre la même évolution. Il est d'ailleurs encourageant de constater que les Français qui avaient quelque peu boudé le referendum du 23 avril 1972 sur l'Europe, ont, par contre, largement participé, le 10 juin 1979, aux élections de l'Assemblée européenne.

De Gaulle n'a pas vécu assez longtemps pour voir l'Europe des Dix, les élections au suffrage universel, le serpent monétaire, etc... Il ne serait certainement pas d'accord avec toute cette évolution ; mais, en grand réaliste, il s'en accommoderait. Lui qui aurait pu, pratiquement, tuer dans l'oeuf l'Europe, à son retour aux affaires en 1958, n'a pas cédé à la tentation. Se rendant compte de la faiblesse d'une France seule, ne voulant ni d'une France soviétique, ni d'une France américaine, il estimait qu'une France européenne était une solution.

S'il n'a pas été un fondateur de l'Europe, il en a été un constructeur prudent. Au moins, avait-il su choisir et agir. Les autres – et c'est pour moi ce qui ressort du livre de Madame Bahu-Leyser – n'ont guère fait que subir et réagir.

Maurice PONCELET

Faculté d'administration
Université d'Ottawa

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Hélène GALARNEAU*

ARBEITER, Jürgen, *Nato Strategy: Strengths and Weaknesses*. Kingston (Ontario), Centre for International Relations, Queen's University, « National Security Series », n° 6, 1980, 42 p.

Les études stratégiques demandent d'ordinaire que le lecteur maîtrise une avalanche de chiffres et de données techniques. Rien de tel dans le court travail de J. Arbeiter, officier d'active dans l'armée d'Allemagne Fédérale, et visiting Fellow, en 1979-80, au Centre for International Relations, de Queens Ontario. Ce qui intéresse en effet l'auteur, c'est la validité des conceptions stratégiques de l'OTAN, face à un ennemi potentiel, l'URSS, dont les desseins expansionnistes sont servis par la maîtrise des moyens non militaires (propagande, subversion) et par la domination des pays liés par le pacte de Varsovie.

L'OTAN, conclut Arbeiter, est en position d'infériorité en raison du chiasme entre les aspects militaires de la stratégie, lesquels sont à proprement parler de son ressort, et les aspects économiques et sociaux, qui relèvent de la Communauté européenne. L'auteur plaide donc pour une stratégie globale qui coordonnerait les politiques à long terme des États-Unis et de l'Europe, et pour la poursuite du dialogue nord-sud. La Communauté atlantique, en effet, a besoin des matières premières du Tiers Monde, comme ce dernier a besoin du modèle offert par la civilisation occidentale. Le concept stratégique ne doit plus être seulement sécurité = défense + détente ; mais sécurité = défense, + détente + coopération.

J. Arbeiter soulève un problème qui n'est pas nouveau : les tensions entre l'Alliance atlantique et l'Europe en voie de formation. L'ère Adenauer-de Gaulle en montrait déjà tous les prodromes. À l'heure actuelle ces tensions sont, il est vrai, plus redoutables. Il n'est pas pour autant assuré que les recom-

*Documentaliste au C.Q.R.I.